



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV-2024-030-02

Société EPUR CENTRE

(SIRET: 687 050 369 00127)

135 rue Lavoisier

71 000 MÂCON

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 à L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2711, 2713, 2714 ou 2716

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014196-0015 délivré le 15 juillet 2014 à la société EPUR CENTRE pour l'exploitation d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux et dangereux sur le territoire de la commune de Mâcon, ZI, 135 rue Lavoisier ;

Vu les résultats du contrôle inopiné sur les rejets aqueux du 9 novembre 2023, transmis le 15 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 12 janvier 2024, suite à la visite d'inspection du 12 décembre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 12 janvier 2024 à l'exploitant en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par la société EPUR CENTRE par courriel du 18 janvier 2024 ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que le contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé le 9 novembre 2023 pour le rejet EP1 montre les dépassements pour les paramètres listés dans le rapport de l'inspection de l'environnement susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1.

La société EPUR CENTRE, dont le siège social est sis 135 rue Lavoisier, Mâcon (71 020), exploitant une installation de tri, transit et traitement de déchets sur la commune de MÂCON, est mise en demeure, pour les installations classées qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mâcon (71 020) – 135 rue Lavoisier de respecter, **dans un délai de 6 mois**, les valeurs limites de rejets aqueux définies dans l'ensemble des textes qui lui sont applicables, notamment aux articles 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, 31 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, 33 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 et 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisés.

Le retour à la conformité devra être justifié par au moins deux analyses conformes aux arrêtés ministériels susvisés, réalisés à partir de prélèvements effectués par des organismes de contrôles externes, à 3 mois d'intervalles.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – PUBLICATION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à la société EPUR CENTRE.

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

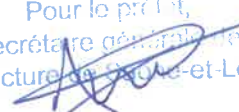
ARTICLE 4 : EXÉCUTION – AMPLIATION

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL BFC), le maire de la commune de Mâcon et les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- Mme. la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,
- M. le chef de l'Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la DREAL BFC,
- M. le Maire de Mâcon

MÂCON, LE 30 JAN. 2024

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

AGNÈS CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MÂCON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

